

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Karine Naud, CPA, CA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature

Karine Naud CPA, CA

Date

14 avril 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
Québec, 14 avril 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	58 554 210	62 152 713	60 422 385
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 413 600	1 489 076	1 413 729
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 005 170	1 416 949	5 928 067
Services rendus	5	819 950	1 111 706	1 129 904
Imposition de droits	6	1 343 000	2 878 907	2 268 764
Amendes et pénalités	7	80 500	347 469	103 763
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	240 000	388 703	732 179
Autres revenus	10		31 820 583	5 620 170
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	67 456 430	101 606 106	77 618 961
Charges				
Administration générale	14	9 192 797	8 016 913	7 095 732
Sécurité publique	15	9 819 493	9 736 210	9 394 540
Transport	16	16 203 364	15 463 621	14 650 043
Hygiène du milieu	17	9 179 883	9 045 134	8 165 713
Santé et bien-être	18	691 115	691 115	1 310 626
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 650 824	4 466 165	3 633 963
Loisirs et culture	20	10 408 154	9 693 695	8 253 041
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 608 100	2 572 201	3 171 137
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	61 753 730	59 685 054	55 674 795
Excédent (déficit) de l'exercice	25	5 702 700	41 921 052	21 944 166
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		129 801 320	107 857 154
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		129 801 320	107 857 154
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		171 722 372	129 801 320

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	87 521 697	50 101 811
Débiteurs (note 5)	2	32 038 726	34 594 514
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	119 560 423	84 696 325
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 154 342	11 677 141
Revenus reportés (note 12)	12	1 566 769	1 441 813
Dette à long terme (note 13)	13	78 490 941	84 422 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	89 212 052	97 541 562
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	30 348 371	(12 845 237)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	140 560 005	140 483 749
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	265 453	1 640 375
Stocks de fournitures	20	371 363	324 556
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	177 180	197 877
	23	141 374 001	142 646 557
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	171 722 372	129 801 320

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 702 700	41 921 052	21 944 166
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	10 594 720 )(	7 517 964 )(	11 610 589)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	7 112 310	7 441 708	7 098 941
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 482 410)	(76 256)	(4 511 648)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 374 922	(481 357)
Variation des stocks de fournitures	10		(46 807)	(51 201)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		20 697	375 665
	13		1 348 812	(156 893)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 220 290	43 193 608	17 275 625
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 845 237)	(30 120 862)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 845 237)	(30 120 862)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		30 348 371	(12 845 237)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	41 921 052	21 944 166
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 441 708	7 098 941
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	49 362 760	29 043 107
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 555 788	4 639 563
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	647 802	(1 309 530)
Revenus reportés	9	124 956	(5 972)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	1 374 922	(481 357)
Stocks de fournitures	12	(46 807)	(51 201)
Autres actifs non financiers	13	20 697	375 665
	14	54 040 118	32 210 275
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(10 688 565)	(5 487 538)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(10 688 565)	(5 487 538)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 250 000	
Remboursement de la dette à long terme	26	(9 176 900)	(15 201 947)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(4 767)	212 626
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(5 931 667)	(14 989 321)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	37 419 886	11 733 416
Solde déjà établi	33	50 101 811	38 368 395
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	50 101 811	38 368 395
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	87 521 697	50 101 811

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les dons d'immobilisation sont comptabilisés à la valeur marchande.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

Moins-value:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

D) Passifs**Provision pour contestation d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Fonds de parcs et terrains de jeux

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus**Constataion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et sera amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	87 521 697	40 101 811
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		10 000 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	87 521 697	50 101 811
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 140 805	2 136 337
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

L'encaisse affecté est composé d'un montant de 1 100 384 \$ qui représente la réserve financière d'infrastructures du REG2017-537 et d'un montant de 1 040 421 \$ qui a été mis dans un compte en fidéicommiss en 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	3 309 136	2 923 706
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	26 152 885	27 926 407
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	317 738	1 364 790
Organismes municipaux	15		
Autres			
▪ Droits de mutation	16	680 118	510 846
▪ Autres	17	1 578 849	1 868 765
	18	32 038 726	34 594 514
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	23 105 960	21 090 631
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	23 105 960	21 090 631
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 2.53 % à 3.72 % (2.67 % à 3.5 % au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2036.

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	290 421	286 697
Autres régimes (REER et autres)	41	237 190	208 621
Régimes de retraite des élus municipaux	42	28 221	31 250
	43	555 832	526 568

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel de 2.45 % (2.45 %). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	3 917 009	7 236 811
Salaires et avantages sociaux	48	1 785 544	1 442 248
Dépôts et retenues de garantie	49	2 063 340	1 555 100
Provision pour contestations d'évaluation	50	499 461	534 417
Autres			
▪ Acomptes vente de terrains	51	120 625	51 648
▪ Intérêts courus	52	768 363	856 917
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	9 154 342	11 677 141

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	169 114	141 936
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	527 996	484 431
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64	626 750	626 750
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Subvention reportée	69	21 333	2 000
▪ Autres recettes reportées	70	221 576	186 696
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 566 769	1 441 813

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,93	3,60	2022	2045	77	78 555 100	84 482 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	78 555 100	84 482 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(64 159)	(59 392)
					87	78 490 941	84 422 608

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		2 616 400			2 616 400
2023	89		2 652 200			2 652 200
2024	90		2 928 000			2 928 000
2025	91		4 093 000			4 093 000
2026	92		6 329 600			6 329 600
2027 et plus	93		59 935 900			59 935 900
	94		78 555 100			78 555 100
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		78 555 100			78 555 100

Note

Les versements estimatifs tiennent compte des refinancements prévus.

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	26 763 118	736 581		27 499 699
Eaux usées	105	29 271 135	21 677		29 292 812
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	62 034 086	2 585 365		64 619 451
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	107	12 078 154	609 990		12 688 144
▪ Autres	108	4 109 441	12 367		4 121 808
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	49 706 511	9 629 991		59 336 502
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	2 304 974	115 481		2 420 455
Ameublement et équipement de bureau	113	1 306 606	48 694		1 355 300
Machinerie, outillage et équipement divers	114	6 292 287	16 678		6 308 965
Terrains	115	8 288 854			8 288 854
Autres	116				
	117	202 155 166	13 776 824		215 931 990
Immobilisations en cours	118	6 591 010	(6 258 860)		332 150
	119	208 746 176	7 517 964		216 264 140
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	7 834 413	690 886		8 525 299
Eaux usées	121	9 179 510	732 050		9 911 560
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	23 946 358	2 760 076		26 706 434
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	123	6 507 475	514 968		7 022 443
▪ Autres	124	1 235 367	211 534		1 446 901
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	13 448 148	1 860 453		15 308 601
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 575 968	144 302		1 720 270
Ameublement et équipement de bureau	129	1 001 574	140 554		1 142 128
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 533 614	386 885		3 920 499
Autres	131				
	132	68 262 427	7 441 708		75 704 135
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	140 483 749			140 560 005
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	265 453	1 186 873
Autres	139		453 502
	140	265 453	1 640 375
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	265 453	1 640 375

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avances	154	38 448	39 195
▪ Dépenses reportées	155	138 732	158 682
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	177 180	197 877

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 859 772 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2022	4 801 189 \$
2023	465 990 \$
2024	166 122 \$
2025	111 508 \$
2026 et suivantes	314 963 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2021
Cueillette matières résiduelles	2022	124 549 \$
Entretien de pavage	2022	164 909 \$
Vidange des fosses septiques	2022	21 426 \$
Entretien de l'éclairage public	2022	48 058 \$
Déneigement des stationnements	2022	45 354 \$
Patinoires extérieures	2022	386 250 \$
Location du terrain de soccer	2028	734 915 \$
Gestion des activités de loisir	2022	349 621 \$
Gestion des activités aquatiques	2023	282 000 \$
Contrat produits municipaux	2022	145 030 \$
Contrats matériaux granulaires	2022	280 359 \$
Contrats fournitures équip. neige	2022	316 420 \$
Contrat fournitures d'huile	2023	44 318 \$
Assurances	2022	348 069 \$
Auditeurs externes	2023	77 866 \$
Location d'un balai mécanique	2022	102 153 \$
Location chargeur sur roues	2022	18 057 \$
Location d'un entrepôt	2022	11 843 \$
Contrat journal municipal	2024	160 652 \$
Contrats téléphonie et Internet	2022	39 220 \$
Location de photocopieurs	2025	26 080 \$
Entente bibliothèques ville de Qc	2022	25 722 \$
Contributions de divers projets	2022	180 000 \$
Autres honoraires professionnels	2022	51 048 \$

De plus, au 31 décembre 2021, les engagements à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 1 875 853 \$.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de divers programmes de subvention, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 4 722 938 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, ces subventions demeurent disponibles pour des travaux à venir.

La Ville a conclu des contrats de location d'espaces publicitaires échéant entre 2025 et 2028, prévoyant la perception de loyers totalisant 834 436 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des quatre prochains exercices s'élèvent à 121 309 \$ annuellement ainsi que 116 400 \$ pour 2026.

La Ville a conclu un contrat de déneigement échéant en 2022, prévoyant la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

perception de revenus totalisant 27 964 \$ en 2022.

La Ville reçoit annuellement des subventions pour le remboursement des intérêts sur la dette à long terme. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 4 889 553 \$ sur une période de 15 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2022	585 366 \$
2023	550 576 \$
2024	517 225 \$
2025	482 897 \$
2026	447 560 \$
2027 et plus	2 305 929 \$

La Ville reçoit annuellement des subventions pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 538 594 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2022	68 780 \$
2023	48 250 \$
2024	46 095 \$
2025	43 865 \$
2026	41 558 \$
2026 et plus	290 046 \$

21. Passifs éventuels

La ville fait l'objet de diverses réclamations pour un montant approximatif de 8 750 000 \$. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville a établi divers programmes d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire. Ces programmes font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi. La durée de ceux-ci varie selon les catégories d'emplois.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Protection de l'environnement

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**26 Flux de trésorerie**

Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 291 133 \$ (1 230 275 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 630 932 \$ (3 038 330 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

Les acquisitions d'immobilisation dans les créditeurs représentent 3 548 366 \$ au 31 décembre 2021 (6 718 967 \$ au 31 décembre 2020).

27 Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 12 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

Le solde au 31 décembre 2021 est de 11 918 855 \$. Le remboursement prévu pour les deux prochains exercices sont de 72 644 \$ en 2022 et 8 501 \$ en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	58 554 210	62 152 713		62 152 713	60 422 385
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 413 600	1 489 076		1 489 076	1 413 729
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 255 170	1 416 949		1 416 949	2 610 417
Services rendus	5	819 950	1 111 706		1 111 706	1 129 904
Imposition de droits	6	1 343 000	2 878 907		2 878 907	2 268 764
Amendes et pénalités	7	80 500	347 469		347 469	103 763
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	240 000	388 703		388 703	732 179
Autres revenus	10		31 763 191		31 763 191	4 702 413
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	63 706 430	101 548 714		101 548 714	73 383 554
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	3 750 000				3 317 650
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					463 840
Autres	18		57 392		57 392	453 917
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	3 750 000	57 392		57 392	4 235 407
	22	67 456 430	101 606 106		101 606 106	77 618 961
Charges						
Administration générale	23	9 070 987	7 896 707	120 206	8 016 913	7 095 732
Sécurité publique	24	9 819 493	9 733 985	2 225	9 736 210	9 394 540
Transport	25	12 586 674	11 654 806	3 808 815	15 463 621	14 650 043
Hygiène du milieu	26	7 705 283	7 566 124	1 479 010	9 045 134	8 165 713
Santé et bien-être	27	691 115	691 115		691 115	1 310 626
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 635 904	4 458 648	7 517	4 466 165	3 633 963
Loisirs et culture	29	8 523 864	7 669 760	2 023 935	9 693 695	8 253 041
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 608 100	2 572 201		2 572 201	3 171 137
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 112 310	7 441 708	(7 441 708)		
	34	61 753 730	59 685 054		59 685 054	55 674 795
Excédent (déficit) de l'exercice	35	5 702 700	41 921 052		41 921 052	21 944 166

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 702 700	41 921 052	21 944 166
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 750 000)	(57 392)	(4 235 407)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 952 700	41 863 660	17 708 759
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	7 112 310	7 441 708	7 098 941
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	7 112 310	7 441 708	7 098 941
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		1 374 922	538 381
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		1 374 922	538 381
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 078 120)	(7 942 229)	(14 062 018)
	18	(2 078 120)	(7 942 229)	(14 062 018)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 844 720)	(5 288 079)	(7 079 445)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		5 830 340	8 361 837
Excédent de fonctionnement affecté	21			873 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(142 170)	(50 975)	1 421 079
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(6 986 890)	491 286	3 576 471
	26	(1 952 700)	1 365 687	(2 848 225)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		43 229 347	14 860 534

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	57 392	4 235 407
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	110 821)	()
Sécurité publique	3 (	43 547)	()
Transport	4 (	2 695 024)	4 765 046)
Hygiène du milieu	5 (	817 548)	326 139)
Santé et bien-être	6 ())	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	8 209)	()
Loisirs et culture	8 (	3 842 815)	6 519 404)
Réseau d'électricité	9 ())	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())	()
	11 (	7 517 964)	11 610 589)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	) )	1 019 738)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	5 288 079	7 079 445
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		7 000 000
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	5 288 079	14 079 445
	20	(2 229 885)	1 449 118
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 172 493)	5 684 525

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	9 708 730	8 958 817	8 013 211
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 515 850	1 924 377	1 718 811
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	9 950 740	9 667 158	7 719 757
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 991 200	1 984 369	2 436 246
D'autres organismes municipaux	10			2
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	591 890	579 295	671 181
D'autres tiers	12			38
Autres frais de financement	13	25 010	8 537	63 670
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	28 801 100	28 794 967	26 848 724
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	347 900	237 294	1 060 124
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	7 112 310	7 441 708	7 098 941
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamation de dommage	21	682 000	63 493	31 394
▪ Créance recouvré	22	2 000	1 166	679
▪ Autres	23	25 000	23 873	12 017
	24	61 753 730	59 685 054	55 674 795

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	67 838 652	40 269 558
Excédent de fonctionnement affecté	2	170 000	170 000
Réserves financières et fonds réservés	3	15 319 795	5 326 887
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	3 017 607	5 302 120
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	85 376 318	78 732 755
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	171 722 372	129 801 320
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	67 838 652	40 269 558
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	67 838 652	40 269 558
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Taxes de secteur	12	170 000	170 000
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	170 000	170 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	170 000	170 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Infrastructures REG2017-537	27 1 100 384	1 095 916
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	1 100 384
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 11 918 855	1 776 688
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 2 300 556	2 454 283
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	14 219 411
	48	5 326 887

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

2021

2020

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	()(
Autres	53	()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	()(
	55	()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	()(
Assainissement des sites contaminés	57	()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	()(
Autres			
▪	59	()(
▪	60	()(
	61	()(
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	()(
Utilisation du fonds de roulement	63	()(
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	()(
Utilisation du fonds de roulement	65	()(
Autres			
▪	66	()(
▪	67	()(
	68	()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	()(
Mesure relative à la COVID-19	70	()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71	()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	()(
Autres			
▪	73	()(
▪	74	()(
	75	()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		
	82	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 3 679 601	5 991 695
Investissements à financer	84 (661 994)	(689 575)
	85 3 017 607	5 302 120
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 140 560 005	140 483 749
Propriétés destinées à la revente	87 265 453	1 640 375
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 140 825 458	142 124 124
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 140 825 458	142 124 124
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	94 (78 490 941)	(84 422 608)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (64 159)	(59 392)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 23 105 960	21 090 631
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (55 449 140)	(63 391 369)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (55 449 140)	(63 391 369)
	102 85 376 318	78 732 755

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ()(
Rendement espéré des actifs	34 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés brigadiers scolaires et surveillants participent à un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié RVER. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, pour les nouveaux employés de ces catégories, ils adhèrent au régime volontaire d'épargne retraite selon les règles établies par le gouvernement. L'employeur ne participe pas à la cotisation.

Les employés manuels (Cols bleus) participent à un régime de retraite par financement salariale RRFs-FTQ. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, le déficit actuariel est assumé par les employés.

Les fonctionnaires (Cols blancs) participent à un régime de retraite simplifié RRS. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Régime de retraite à prestations cibles 110		
Autres régimes 111	290 421	286 697
	112	290 421
		286 697

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER collectif pour ses employés-cadres et professionnels. Le taux de cotisation de l'employeur est de 9 %.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 114		
Régime de retraite simplifié 115		
REER 116	237 190	208 621
Autres régimes 117		
	118	237 190
		208 621

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	4 797	5 601
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	15 993	18 875
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	12 228	12 375
	123	28 221	31 250

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	50 937 272	53 615 031	52 136 415
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 088 100	2 233 090	2 116 109
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	5 990	5 990	18 132
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	68 338	69 148	68 357
	11	53 099 700	55 923 259	54 339 013
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 202 000	1 427 747	1 398 375
Égout	13	1 031 000	1 393 616	1 344 062
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 422 000	2 653 535	2 533 268
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	799 510	754 556	807 667
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	5 454 510	6 229 454	6 083 372
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	5 454 510	6 229 454	6 083 372
	29	58 554 210	62 152 713	60 422 385

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	38 000	105 840	38 874
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	38 000	105 840	38 874
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	37 000	37 015	37 016
Cégeps et universités	36	763 000	761 771	775 189
Écoles primaires et secondaires	37	575 600	584 450	562 650
	38	1 375 600	1 383 236	1 374 855
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 413 600	1 489 076	1 413 729
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 413 600	1 489 076	1 413 729

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55		12 000	
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59	10 000		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	150 000	182 404	160 201
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62		4 920	4 880
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	7 500	12 711	7 859
Réseau de distribution de l'eau potable	71	40 000	39 795	41 476
Traitement des eaux usées	72	10 000	16 725	10 341
Réseaux d'égout	73	68 000	73 757	72 047
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75		44 193	56 313
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82		24 886	12 450
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	375 000	409 126	392 996
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	63 100	107 468	44 296
Autres	91	153 000	20 024	8 040
Réseau d'électricité	92			
	93	876 600	948 009	810 899

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94	3 250 000	
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99	500 000	23 734
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			3 293 916
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	3 750 000		3 317 650

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	225 000	315 373	285 350
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	153 570	153 567	159 531
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			1 354 637
	144	378 570	468 940	1 799 518
TOTAL DES TRANSFERTS	145	5 005 170	1 416 949	5 928 067

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182		
Activités culturelles			
Bibliothèques	183		
Autres	184		
	185		
Réseau d'électricité			
	186		
	187		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	44 090	52 790	48 258
	191	44 090	52 790	48 258
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	4 000	17 184	39 394
Enlèvement de la neige	198	50 000	50 882	58 007
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	54 000	68 066	97 401
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	8 000	248 002	292 331
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209		135 458	212 513
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			9 895
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	8 000	383 460	514 739

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	130 400	165 657	146 301
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	130 400	165 657	146 301
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	568 230	436 560	317 983
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	15 230	5 173	5 222
Autres	228			
	229	583 460	441 733	323 205
Réseau d'électricité				
	230			
	231	819 950	1 111 706	1 129 904
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	819 950	1 111 706	1 129 904

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	133 000	152 309	177 779
Droits de mutation immobilière	234	1 210 000	2 726 240	2 090 383
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236		358	602
	237	1 343 000	2 878 907	2 268 764
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	80 500	347 469	103 763
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	240 000	388 703	732 179
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		7 554 493	4 600 382
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			463 840
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			17 000
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		24 266 090	538 948
	251		31 820 583	5 620 170
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	423 545	526 791		526 791	440 654
	Greffe et application de la loi	2	2 475 369	1 881 186		1 881 186	1 418 470
	Gestion financière et administrative	3	3 243 643	2 966 446	120 206	3 086 652	2 920 378
	Évaluation	4	527 755	527 755		527 755	493 655
	Gestion du personnel	5	1 038 691	981 184		981 184	908 083
	Autres						
	▪ Communication	6	553 880	283 192		283 192	210 061
	▪ Gestion Bâtiments	7	808 104	730 153		730 153	704 431
		8	9 070 987	7 896 707	120 206	8 016 913	7 095 732
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	6 366 982	6 366 982		6 366 982	6 085 832
	Sécurité incendie	10	3 082 644	3 082 644	2 225	3 084 869	3 029 111
	Sécurité civile	11	102 056	101 499		101 499	91 459
	Autres	12	267 811	182 860		182 860	188 138
		13	9 819 493	9 733 985	2 225	9 736 210	9 394 540
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	3 290 046	2 898 119	3 235 029	6 133 148	5 907 560
	Enlèvement de la neige	15	3 007 599	2 485 585	300 518	2 786 103	2 818 591
	Éclairage des rues	16	231 938	227 261	260 747	488 008	466 209
	Circulation et stationnement	17	493 990	480 740	12 521	493 261	327 092
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	5 545 023	5 545 023		5 545 023	5 110 057
	Transport aérien	19	18 078	18 078		18 078	20 534
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	12 586 674	11 654 806	3 808 815	15 463 621	14 650 043

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	865 391	865 391		865 391	809 079
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 216 609	1 448 529	721 684	2 170 213	1 956 660
Traitement des eaux usées	25	684 153	684 153		684 153	689 857
Réseaux d'égout	26	1 025 003	912 911	757 326	1 670 237	1 496 386
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	587 160	456 515		456 515	471 165
Élimination	28	1 235 602	1 235 602		1 235 602	1 133 634
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	427 210	374 606		374 606	377 463
Tri et conditionnement	30	315 089	315 089		315 089	372 859
Matières organiques						
Collecte et transport	31	111 417	73 253		73 253	79 986
Traitement	32	296 724	296 724		296 724	97 901
Matériaux secs	33	342 953	319 289		319 289	313 858
Autres						
Plan de gestion	35	56 898	56 898		56 898	22 616
Autres	36	149 924	149 924		149 924	50 412
Cours d'eau	37	135 314	120 700		120 700	59 324
Protection de l'environnement	38	222 087	222 791		222 791	201 270
Autres	39	33 749	33 749		33 749	33 243
	40	7 705 283	7 566 124	1 479 010	9 045 134	8 165 713
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	654 358	654 358		654 358	424 579
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	36 757	36 757		36 757	886 047
	44	691 115	691 115		691 115	1 310 626

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 439 526	1 095 033	7 517	1 102 550	984 837
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	186 950				
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	937 130	2 291 317		2 291 317	1 353 121
Tourisme	49	1 058 260	1 058 260		1 058 260	1 284 710
Autres	50	14 038	14 038		14 038	11 295
Autres	51					
	52	3 635 904	4 458 648	7 517	4 466 165	3 633 963
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 805 794	1 527 403	750 306	2 277 709	1 693 288
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 516 161	1 403 788	464 546	1 868 334	1 771 092
Piscines, plages et ports de plaisance	55	920 475	867 414	452 470	1 319 884	1 242 580
Parcs et terrains de jeux	56	1 994 590	1 643 641	263 215	1 906 856	1 501 693
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	449 799	449 799		449 799	406 876
Autres	59	26 300	26 300		26 300	25 473
	60	6 713 119	5 918 345	1 930 537	7 848 882	6 641 002
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	459 995	392 248	37 848	430 096	399 113
Bibliothèques	62	1 000 337	910 322	55 550	965 872	866 128
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	51 339	50 813		50 813	47 917
Autres	65	299 074	398 032		398 032	298 881
	66	1 810 745	1 751 415	93 398	1 844 813	1 612 039
	67	8 523 864	7 669 760	2 023 935	9 693 695	8 253 041

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 583 090	2 563 664		2 563 664	3 107 467
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	25 010	8 537		8 537	63 670
	73	2 608 100	2 572 201		2 572 201	3 171 137
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	7 112 310	7 441 708 (	7 441 708)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	743 366	113 350
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	89 266	
Conduites d'égout	4	28 463	214 523
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 551 933	4 428 161
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	12 367	18 554
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	642 467	165 707
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	61 941	
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 192 065	6 346 590
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	115 481	
Ameublement et équipement de bureau	18	48 695	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	31 920	323 704
Terrains	20		
Autres	21		
	22	7 517 964	11 610 589

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	743 366	48 412
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	89 266	
Conduites d'égout	26	28 463	1 157
Autres infrastructures	27	3 206 767	4 426 886
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		64 938
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		213 366
Autres infrastructures	32		185 536
Autres immobilisations corporelles	33	3 450 102	6 670 294
	34	7 517 964	11 610 589

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	2 454 283	153 727	2 300 556
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 088 350	370 969	6 717 381
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	53 848 736	7 417 533	46 431 203
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	63 391 369	7 942 229	55 449 140
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	21 090 631	3 250 000	1 234 671
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	21 090 631	3 250 000	1 234 671
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14	21 090 631	3 250 000	1 234 671
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15			
Autres	16			
	17	21 090 631	3 250 000	1 234 671
	18	84 482 000	3 250 000	9 176 900
Dettes en cours de refinancement	19	()	()	()
Reclassement / Redressement	20			
Dettes à long terme	21	84 482 000	3 250 000	9 176 900

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	78 555 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	661 994
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 300 556
Débiteurs	9	23 105 960
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	53 810 578
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	53 810 578
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	61 527
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	53 872 105
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	32 306 660
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	32 306 660
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	86 178 765
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	727 844	727 844	712 042
Évaluation	2	527 755	527 755	493 655
Autres	3	1 954 241	1 948 108	1 854 656
Sécurité publique				
Police	4	6 366 982	6 366 982	6 085 832
Sécurité incendie	5	3 082 644	3 082 644	3 029 111
Sécurité civile	6	85 920	85 920	82 934
Autres	7	32 431	32 431	31 588
Transport				
Réseau routier	8	1 136 530	1 136 530	989 474
Transport collectif	9	5 545 023	5 545 023	5 110 057
Autres	10	18 078	18 078	20 534
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 483 952	2 483 952	2 376 131
Matières résiduelles	12	2 365 773	2 365 773	1 970 162
Cours d'eau	13	44 522	44 522	4 218
Protection de l'environnement	14	187 397	187 397	161 864
Autres	15	33 749	33 749	33 243
Santé et bien-être				
Logement social	16	654 358	654 358	424 579
Autres	17	36 757	36 757	36 047
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	197 511	197 511	81 226
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 973 988	1 973 988	2 084 124
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 032 619	1 032 619	966 002
Activités culturelles	23	313 026	313 026	301 245
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 801 100	28 794 967	26 848 724

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 517 964	11 610 589
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 517 964	11 610 589

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	20,20	35,00	38 076,75	2 274 195	550 508	2 824 703
Professionnels	2	7,70	35,00	14 062,75	560 130	156 426	716 556
Cols blancs	3	43,35	35,00	79 168,19	2 421 250	467 532	2 888 782
Cols bleus	4	52,38	40,00	109 320,08	3 298 152	707 415	4 005 567
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	123,63		240 627,77	8 553 727	1 881 881	10 435 608
Élus	9	7,00			405 090	42 496	447 586
	10	130,63			8 958 817	1 924 377	10 883 194

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		12 711			12 711
Réseau de distribution de l'eau potable	13		39 795			39 795
Traitement des eaux usées	14		16 725			16 725
Réseaux d'égout	15		73 757			73 757
Autres	16		1 258 361	15 600		1 273 961
	17		1 401 349	15 600		1 416 949

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	58 237	134 296
	4	58 237	134 296
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	754 453	948 888
Enlèvement de la neige	11	6 507	8 145
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	760 960	957 033
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	250 656	298 983
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	316 108	379 427
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	205	289
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	566 969	678 699
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	1 599	4 355
Autres	34		
	35	1 599	4 355
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 161 479	1 367 480
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	5 690	7 461
Autres	38	17 267	21 813
	39	1 184 436	1 396 754
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 572 201	3 171 137

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
SYLVAIN JUNEAU	Maire	90 811	17 403	9 405	
RAYNALD BRULOTTE	Conseiller	16 578	8 361		
MARCEL DESROCHES	Conseiller	16 578	8 361		
ANNIE GODBOUT	Conseiller	16 578	8 361		
YANNICK LEBRASSEUR	Conseiller	19 279	9 723		
JEAN SIMARD	Conseiller	19 279	9 723	1 250	
JONATHAN PALMAERTS	Conseiller	16 578	8 361		
CHANTAL BROCHU	Conseiller	2 701	1 362		
ERIC Fiset	Conseiller	2 701	1 362		
MARTIN MARANDA	Conseiller	2 701	1 362		
MARIE-JOSÉE TARDIF	Conseiller	2 701	1 362		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 12 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 43 565 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 548 810 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 65 _____
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____ 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____ 617
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | | |
|--|----|------------|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | 25 256 145 | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | 23 734 | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | 98 764 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | 774 242 | \$ |
| | 83 | 26 152 885 | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
Québec, 14 avril 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- | <i>Non audité</i> | OUI | NON | S.O. |
|---|---------------------------------------|--|-------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| 3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | |

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------------|--|
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 11 <input type="checkbox"/> | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 14 <input type="checkbox"/> | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 17 <input type="checkbox"/> | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------------|--|
| 8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 20 <input type="checkbox"/> | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 23 <input type="checkbox"/> | 24 <input type="checkbox"/> | |

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

- | | | | |
|--|-----------------------------|--|--|
| 9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? | 25 <input type="checkbox"/> | 26 <input checked="" type="checkbox"/> | |
|--|-----------------------------|--|--|

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	50 140 903
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	8 767
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	57 405
	11	50 207 075

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 232 236
Égout	13	1 130 560
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	2 318 158
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	581 233
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	5 262 187
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	5 262 187
	29	55 469 262

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	75 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	75 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	40 000
Cégeps et universités	7	805 000
Écoles primaires et secondaires	8	590 000
	9	1 435 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 510 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 510 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 739 437 923	x 0,9772 /100 \$	26 769 787				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	174 090 045	x 0,9772 /100 \$	1 701 208				
Immeubles non résidentiels	4		x /100 \$					
Immeubles industriels	5	253 243 500	x 2,9868 /100 \$	7 563 981				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	60 539 100	x 1,9544 /100 \$	1 183 176				
Immeubles forestiers	8	1 863 713	x 0,9772 /100 \$	18 212				
Immeubles agricoles	9	55 405 824	x 0,9772 /100 \$	541 426				
Total	10			37 777 790	()	()	12 363 113	50 140 903
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>140,00 \$</u>
Égout	2 <u>120,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>197,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxe secteur parc industriel	0,0004	2 - du mètre carré	
Règlement 1027-95	555,4421	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2001-1320 (2018-567)	467,3020	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2001-1340	853,8895	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2006-009	701,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2008-097	0,3512	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Règlement 2008-111	1 024,9768	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2008-129	283,7900	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2011-269	1 566,1361	7 - autres (préciser)	chq 4K m2 constructible
Règlement 2011-278	3 041,3448	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2011-278	2 309,0191	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2011-278	2 793,0514	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2009-143 (2012-321)	888,9752	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2012-313	24,2512	7 - autres (préciser)	unité résidentielle
Règlement 2012-328	642,5530	7 - autres (préciser)	entrée de service
Règlement 2014-417	833,0659	7 - autres (préciser)	entrée de service
Règlement 2017-526 Égout	1 064,4159	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 2017-526 Aqueduc	1 095,3032	4 - tarif fixe (compensation)	
Taxe déneigement Valériane et Vitrier	12,0000	3 - du mètre linéaire	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Autres			
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	12 363 113	7 563 981		1 183 176	1 701 208	541 426
De secteur	2						
Autres	3	57 405					
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	672	570		142		
Autres	5	527 231	299 483			542 516	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	12 948 421	7 864 034		1 183 318	2 243 724	541 426

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	18 212	26 769 787			50 140 903
De secteur	2		8 767			8 767
Autres	3					57 405
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		579 849			581 233
Autres	5		3 311 724			4 680 954
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	18 212	30 670 127			55 469 262

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?
- a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM
- Pour la taxe foncière générale 1 2
 - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 3 4 5
- b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 6 7 8
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- Taxes générales
- Immeubles non résidentiels inférieur à 400 000 \$:
79 896 499 x 2.4847 % = 1 985 188 \$
 - Immeubles non résidentiels supérieur à 400 000 \$:
330 798 774 x 3.1372 % = 10 377 925 \$
- c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM 9 10 11
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables 12 13 14
 - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) 15 16 17
 - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 18 19 20
 - Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :

2021		\$
2022		\$
 - Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :

2021		\$
2022		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 25 26
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :
- une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 27 28
 - une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM 29 30

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

- | | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|--------------------------|--|
| 4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 31 | <input checked="" type="checkbox"/> | 32 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant. | 33 | <u>379 053 \$</u> | | | |
| 5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 34 | <u> \$</u> | | | |
| 6. Date d'adoption du budget par le conseil | 35 | <u>2021-12-14</u> | | | |
| 7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 36 | <u>60 692 885 \$</u> | | | |
| 8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 37 | <u>2 616 400 \$</u> | | | |
| 9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 38 | <u>2 358 015 \$</u> | | | |
| 10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 39 | <u> \$</u> | | | |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Marie-Josée Couture, atteste que le rapport financier de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-19 14:06:10

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	63 706 430	101 548 714	73 383 554
Investissement	2	3 750 000	57 392	4 235 407
	3	67 456 430	101 606 106	77 618 961
Charges	4	61 753 730	59 685 054	55 674 795
Excédent (déficit) de l'exercice	5	5 702 700	41 921 052	21 944 166
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 750 000)	(57 392)	(4 235 407)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 952 700	41 863 660	17 708 759
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 112 310	7 441 708	7 098 941
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 078 120)	(7 942 229)	(14 062 018)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	6 844 720)	(5 288 079)	(7 079 445)
Excédent (déficit) accumulé	12	(142 170)	5 779 365	10 655 916
Autres éléments de conciliation	13	7 112 310	1 374 922	538 381
	14	(1 952 700)	1 365 687	(2 848 225)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		43 229 347	14 860 534

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	87 521 697	50 101 811
Débiteurs	2	32 038 726	34 594 514
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	119 560 423	84 696 325
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	78 490 941	84 422 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	10 721 111	13 118 954
	10	89 212 052	97 541 562
Actifs financiers nets (dette nette)	11	30 348 371	(12 845 237)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	140 560 005	140 483 749
Autres	13	813 996	2 162 808
	14	141 374 001	142 646 557
Excédent (déficit) accumulé	15	171 722 372	129 801 320

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	67 838 652	40 269 558
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Taxes de secteur	17	170 000	170 000
▪	18		
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	170 000	170 000
Réserves financières	27	1 100 384	1 095 916
Fonds réservés	28	14 219 411	4 230 971
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	3 017 607	5 302 120
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	85 376 318	78 732 755
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	171 722 372	129 801 320

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	53 810 578
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	86 178 765

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 300 556	2 454 283
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	46 431 203	53 848 736
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 717 381	7 088 350
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	23 105 960	21 090 631
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	78 555 100	84 482 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	58 554 210	62 152 713	60 422 385
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 413 600	1 489 076	1 413 729
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 255 170	1 416 949	2 610 417
Services rendus	15	819 950	1 111 706	1 129 904
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 423 500	3 226 376	2 372 527
Autres	17	240 000	32 151 894	5 434 592
	18	63 706 430	101 548 714	73 383 554
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	3 750 000		3 317 650
Autres	22		57 392	917 757
	23	3 750 000	57 392	4 235 407
	24	67 456 430	101 606 106	77 618 961

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021	Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	9 070 987	7 896 707	120 206	8 016 913	7 095 732
Sécurité publique						
Police	2	6 366 982	6 366 982		6 366 982	6 085 832
Sécurité incendie	3	3 082 644	3 082 644	2 225	3 084 869	3 029 111
Autres	4	369 867	284 359		284 359	279 597
Transport						
Réseau routier	5	7 023 573	6 091 705	3 808 815	9 900 520	9 519 452
Transport collectif	6	5 563 101	5 563 101		5 563 101	5 130 591
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 791 156	3 910 984	1 479 010	5 389 994	4 951 982
Matières résiduelles	9	3 522 977	3 277 900		3 277 900	2 919 894
Autres	10	391 150	377 240		377 240	293 837
Santé et bien-être	11	691 115	691 115		691 115	1 310 626
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 439 526	1 095 033	7 517	1 102 550	984 837
Promotion et développement économique	13	2 009 428	3 363 615		3 363 615	2 649 126
Autres	14	186 950				
Loisirs et culture	15	8 523 864	7 669 760	2 023 935	9 693 695	8 253 041
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 608 100	2 572 201		2 572 201	3 171 137
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	54 641 420	52 243 346	7 441 708	59 685 054	55 674 795
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 112 310	7 441 708 (	7 441 708)		
	21	61 753 730	59 685 054		59 685 054	55 674 795

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	57 392	4 235 407
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 517 964)	(11 610 589)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	( 1 019 738)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	5 288 079	7 079 445
Excédent accumulé	6		7 000 000
	7	(2 229 885)	1 449 118
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 172 493)	5 684 525

Extrait du rapport financier, page S18